



CFE-CGC Orange

Adresse postale : 10/12, rue Saint Amand - 75015 Paris
Tél : 01 46 79 28 74 - Fax : 01 40 45 51 57
E-mail : secretariat@cfecgc-orange.org

Réf. : SC/HM/NM/23-10-2013

Lettre ouverte

Ministère du Redressement productif
Télédoc 151
139, rue de Bercy
75572 Paris Cedex 12

Paris, le 25 octobre 2013

Objet : montant du dividende Orange et situation de l'emploi dans le groupe

Monsieur le Ministre du Redressement productif,
Madame la Ministre de l'Économie numérique,

Comme beaucoup de citoyens français, nous sommes particulièrement sensibles à vos appels au patriotisme économique : nous aussi prônons le « made in France » et le retour au développement industriel porteur d'emplois et de richesses pour notre pays.

Dividende supérieur aux bénéfices...

versé pour près des deux tiers à des fonds de pension étrangers !!

Cependant, l'État français, actionnaire de référence d'Orange avec 27% du capital, continue d'exiger le versement d'un **dividende** qui non seulement sera, pour le **second exercice consécutif, supérieur au résultat net** de l'entreprise, et dont quasiment les deux tiers, **soit 1,3 milliard d'euros seront versés... à des fonds de pension étrangers !!! Donc sans aucun bénéfice pour l'économie française.**

Au titre de l'exercice 2012, Orange a versé un dividende de 0,78 € par action, pour un résultat net par action de 0,31 €. Pour l'exercice 2013, Orange annonce dans la présentation de ses résultats du 3^{ème} trimestre¹ un dividende « au minimum de 0,80 € par action », alors que le chiffre d'affaires et la marge ont continué de se dégrader, sous la double pression de la crise économique et d'une concurrence devenue destructrice de valeur depuis l'introduction du 4^{ème} opérateur mobile en France. Les résultats 2013 ne seront donc pas meilleurs que ceux de l'an dernier.

3 500 emplois détruits chez Orange en France en 2013.

Les conséquences d'une telle pression financière sur notre entreprise sont d'ores et déjà visibles : **2 700 emplois ont été supprimés dans le groupe Orange en France depuis le début de l'année** (page 7 de la présentation des résultats). **On s'achemine vers plus de 3 500 suppressions nettes à la fin de l'année.**

Elles se font certes sans plan social, les départs en retraite ou en temps partiel seniors alimentant pour l'essentiel l'hémorragie des emplois, qui ne sont pas compensées par des embauches au même niveau, et donc beaucoup plus discrètement que les plans de restructuration d'Alcatel-Lucent² ou la liquidation de The Phone House³, qui laisseront cette année plus de 2 000 salariés sur le carreau.

.../...

¹ <http://www.orange.com/fr/content/download/16054/301705/version/4/file/Q3+2013+presentation+FR+VDEF.pdf>

² http://www.lepoint.fr/societe/alcatel-lucent-la-direction-defend-son-plan-les-salaries-dans-la-rue-15-10-2013-1744366_23.php

³ http://www.frandroid.com/0-android/138821_the-phone-house-va-fermer-tous-ses-magasins-1-200-emplois-supprimees

.../...

Mais dans l'entreprise, cette compression des effectifs a des conséquences directes sur les conditions de travail de ceux qui restent : le nombre d'abonnés ne cessant d'augmenter, mais avec des tarifs unitaires plus bas que jamais, l'activité est loin de diminuer dans les mêmes proportions que le chiffre d'affaires. **Ce sont les mêmes personnels, durement éprouvés par une crise sociale dans précédent dans une entreprise française il y a à peine 3 ans, qui doivent continuer de faire toujours plus avec toujours moins.** Moins de collègues, moins de moyens (la France portant 70% des économies réalisées au 3^{ème} trimestre 2013, dans la continuité des précédents trimestres)... et moins de pouvoir d'achat : comme on peut le lire dans la présentation précédemment citée (page 19), l'augmentation moyenne des salaires du personnel français d'Orange a été de 1,95%, pour 3,90% dans le reste du monde.

A l'échelle de l'économie nationale, ces suppressions de postes rendront plus difficiles encore « l'inversion de la courbe du chômage », qui hélas apparaît chaque jour davantage comme une incantation que comme une réalité⁴ ! Elles contribuent en outre à la désertification économique des zones les moins peuplées, car c'est dans les régions, où le personnel d'Orange est plus âgé que la moyenne, que les départs sont les plus massifs, s'accompagnant de la fermeture des petits sites, dont les boutiques des villes moyennes, avec des effets négatifs en cascade sur les économies locales.

Dans la filière des télécommunications française, plus de 10 000 postes auront été détruits d'ici la fin de l'année 2013 (plus de 2 500 chez les équipementiers, dont Alcatel-Lucent, entre 5 et 7000 dans les centres d'appels, entre 900 et 1 200 chez The Phone House, 1 400 chez SFR et Bouygues Telecom, et 3 500 chez Orange). Nous n'avons pour notre part vu aucune perspective d'embauches équivalentes dans la filière, et avons beaucoup de difficulté à partager l'optimisme de Madame Pellerin lorsqu'elle indique que la création d'emplois repart dans le secteur⁵.

Quelle justice sociale, quel patriotisme économique, et quelles perspectives pour les personnels d'Orange ?

Comment les Ministères peuvent-ils demander aux entreprises françaises de faire preuve de patriotisme économique lorsque l'État ne relâche pas la pression, ni sur le dividende, ni sur les taxes qui pèsent tout particulièrement sur l'opérateur historique (pour mémoire, par rapport à 2007, Orange paie chaque année plus d'un milliard d'euros de taxes nouvelles⁶) ?

Dans quelle promesse les personnels d'Orange peuvent-ils puiser l'énergie de se mobiliser toujours plus, quand les seules perspectives qu'on leur offre sont de nouvelles réductions d'effectifs et de moyens, quand ils voient les résultats de leur entreprise se dégrader chaque jour davantage, mettant sa pérennité en danger ?

Les actionnaires continuant de toucher un dividende quoiqu'il arrive pendant que les personnels sont mis à la portion congrue, où est la justice sociale qu'ils sont en droit d'attendre dans une entreprise dont l'État, sous un gouvernement qui se dit social, est l'actionnaire de référence ?

C'est au titre du patriotisme économique que nous appelons aujourd'hui l'État et le gouvernement français à prendre une décision courageuse pour assurer le futur de notre entreprise.

Orange a besoin des 2 milliards d'euros du dividende pour poursuivre ses investissements dans la 4G mobile et le FTTH, sans continuer à supprimer massivement des emplois. Les personnels ont besoin d'un signal fort pour avoir l'assurance que leurs efforts ne sont pas dispensés en pure perte, et la sérénité nécessaire pour se projeter dans la conquête de nouveaux clients comme dans le développement d'offres innovantes susceptibles de permettre un retour à la croissance du chiffre d'affaires, non seulement pour notre entreprise, mais aussi pour celles de la filière qui seront nos partenaires pour lancer ces nouveaux services.

Accepter la suspension du versement d'un dividende au titre de l'exercice 2013, c'est rendre des perspectives à notre entreprise. C'est aussi un symbole fort qui permettrait peut-être d'accréditer enfin l'idée que ce gouvernement « lutte contre la finance sans visage » et se mobilise vraiment pour l'emploi.

.../...

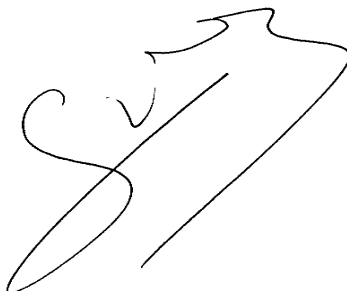
⁴ http://www.huffingtonpost.fr/2013/10/24/chomage-septembre-2013-bug-sfr-inversion-courbe_n_4156958.html

⁵ <http://www.20minutes.fr/politique/1234207-20131009-alcatel-lucent-fleur-pellerin-appelle-patriotisme>

⁶ <http://electionsca.cfecgc-orange.org/explosion-des-taxes-sur-les-operateurs-telecoms-en-particulier-sur-france-telecom-orange/>

.../...

Espérant que notre requête sera (enfin) entendue, et que votre Ministère saura convaincre de la nécessité de desserrer l'étouffement financier qui enferme notre entreprise, nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, Monsieur le Ministre, l'expression de notre très haute considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Sébastien Crozier', written in a cursive style.

Sébastien Crozier
Président de la CFE-CGC Orange

Copie :

Monsieur le Ministre de l'Économie et des Finances

Télédoc 151
139, rue de Bercy
75572 Paris Cedex 12

Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social

101, rue de Grenelle
75007 PARIS 07

Monsieur le Premier ministre

Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75700 Paris